



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Situation à Cuba

Question au Gouvernement n° 1404

#### Texte de la question

#### SITUATION À CUBA

**Mme la présidente** . La parole est à M. Frantz Gumbs.

**M. Frantz Gumbs** . L'Ukraine est à 2 000 kilomètres d'ici. Ce n'est pas si loin, dit-on. Mais de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe à Santiago de Cuba, c'est encore moins loin.

Le 3 janvier, une attaque américaine contre le Venezuela a suffi à fermer le ciel caribéen. Pendant plusieurs heures, des vols vers les Antilles françaises ont été annulés. Nos territoires ont subi les conséquences directes d'une décision prise à Washington. Depuis, la pression de Donald Trump sur Cuba ne cesse de monter. Vendredi dernier, depuis Miami, il l'a affirmé : « *Cuba is next.* » Ce sont des menaces explicites, formulées publiquement par le président de la première puissance mondiale.

Dans un environnement où la logique militaire supplante désormais la diplomatie, nos territoires ultramarins de l'Atlantique et l'ensemble des pays de la Caraïbe sont exposés comme ils ne l'ont jamais été depuis des décennies. Leur sécurité, leur approvisionnement, leur desserte aérienne dépendent de la stabilité d'une région que Washington traite comme un théâtre d'opérations.

Le gouvernement a annoncé une conférence régionale sur la sécurité en Martinique en juillet prochain avec les partenaires du G7. Cela témoigne de la volonté de la France de renforcer son rôle dans cette région stratégique.

Ma question est la suivante : quelle stratégie concrète le gouvernement met-il en œuvre dès aujourd'hui pour protéger nos territoires face à une possible escalade autour de Cuba ?

Il y a par ailleurs une urgence humanitaire que la France ne peut pas ignorer. À Cuba, les hôpitaux peinent à maintenir leurs services d'urgence. L'OMS tire la sonnette d'alarme. La crise énergétique est devenue une crise sanitaire. L'ONU a proposé un plan d'aide d'urgence. Un peuple souffre à 90 miles des côtes américaines et à quelques centaines de kilomètres des nôtres. La France, puissance d'équilibre et voix indépendante dans les crises internationales, peut-elle rester silencieuse ? Quelles actions concrètes le gouvernement entend-il mener pour soutenir l'acheminement du fret sanitaire et alimentaire vers Cuba, et pour peser au sein des instances internationales en faveur d'une levée des restrictions qui étranglent la population ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem, EPR, LFI-NFP et GDR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

**M. Nicolas Forissier**, *ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité* . Vous avez raison de le souligner, l'état d'asphyxie économique dans lequel se trouve Cuba, qui touche la population cubaine de façon indiscriminée, ne peut qu'entraîner des conséquences sur la stabilité de l'île comme de la région tout entière.

Vous l'avez rappelé, la France est un pays de la Caraïbe ; près de 800 000 ressortissants français habitent dans ces territoires et îles que vous connaissez bien. La stabilité de la région est donc une priorité absolue, et je peux vous assurer de l'attention qui y est portée par le gouvernement.

Compte tenu de la situation, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères engage nos ressortissants à ne pas se rendre à Cuba pour l'instant eu égard aux risques qui existent sur le maintien des liaisons aériennes.

Par ailleurs, une série d'initiatives et d'échanges sont en cours dans le cadre du G7 actuellement présidé par la France pour suivre attentivement la question de la stabilité et de la sécurité dans la région.

Depuis 1992, sans discontinuer, nous demandons aux Nations unies la levée de l'embargo sur Cuba. Nous appelons en permanence au dialogue...

**M. Jean-Paul Lecoq.** Prouvez-le !

**M. Nicolas Forissier**, *ministre délégué* . ...de façon à favoriser les perspectives de stabilisation. Nous saluons d'ailleurs les pourparlers engagés entre les États-Unis et Cuba. Nous plaçons, notamment au sein de l'Union européenne, pour le maintien de ce dialogue, qui doit être constructif mais aussi exigeant. De ce point de vue, il est important que Cuba fasse des gestes, notamment en matière de droits de l'homme et d'ouverture économique.

Enfin, nous avons agi sur le volet humanitaire lors de l'ouragan Melissa. Nous restons, en fonction de nos moyens, à disposition en matière d'aide d'urgence humanitaire dans le cadre des démarches conduites par l'ONU et selon les appels de l'OMS.

## Données clés

**Auteur :** [M. Frantz Gumbs](#)

**Circonscription :** Saint-Barthélemy et Saint-Martin (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Démocrates

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1404

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Commerce extérieur et attractivité

**Ministère attributaire :** Commerce extérieur et attractivité

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 1er avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er avril 2026